

Jürgen Rüttgers, Ministre-président chrétien démocrate de Rhénanie du Nord-Westphalie, a profité du soixantième anniversaire de la création de son Land pour souhaiter un débat de fond au sein de la CDU. « La force de la CDU a toujours été de faire coïncider les exigences de l'économie avec les besoins de l'homme grâce à l'économie sociale de marché. La politique économique et la politique sociale sont pour nous les deux faces d'une même médaille. C'est ce qui a fait de nous le plus fort parti de rassemblement en Allemagne (...) La CDU doit rester le parti de l'équilibre social. Elle doit aussi rester le parti des faibles. C'est l'héritage de Konrad Adenauer et de Ludwig Erhard. Cet équilibre est la condition pour que notre parti soit majoritaire et garde son identité » (*Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 19.8.2006). Le Ministre-président de Rhénanie-Westphalie s'attaque par exemple à la thèse selon laquelle selon laquelle les baisses d'impôts conduiraient automatiquement à de nouveaux investissements et donc à des créations d'emplois; et de l'idée selon laquelle les coûts salariaux seraient toujours le principal facteur dissuasif pour les entreprises qui voudraient investir en Allemagne – deux tartes à la crème des campagnes électorales depuis dix ans. Nul doute que le dirigeant du deuxième Land d'Allemagne, par sa puissance économique, n'exprime un malaise profond au moment où la CDU se réunit en congrès pour tirer un premier bilan de dix mois au pouvoir avec le SPD. Le parti de Konrad Adenauer et de Helmut Kohl était, l'été dernier à la même époque, donné largement vainqueur des élections générales de l'automne 2005. Au bout du compte, les chrétiens-démocrates n'ont devancé que d'une courte tête les sociaux-démocrates. Madame Merkel semble avoir payé une campagne jugée « néo-libérale », loin de

.../...

Sommaire

- 2| **L'Allemagne dans la mondialisation**
- 5| **Analyse: Le gouvernement allemand se trompe de politique commerciale**
- 6| **Vu d'Allemagne**

LA FONDATION RES PUBLICA | SERVICES & CONSEILS

Fondation reconnue d'utilité publique

- “ **Votre secteur d'activités** vous amène à travailler, ponctuellement ou régulièrement, avec l'Allemagne;
- “ **vous êtes à la recherche d'informations** détaillées sur l'économie allemande;
- “ **vous avez besoin d'une expertise-conseil**;
- “ ou **vous voulez faire une première immersion** dans la réalité allemande.

Nous sommes à votre disposition

› *stages de formation* › *études approfondies* › *rencontres avec les meilleurs experts allemands dans votre domaine...*

« l'économie sociale de marché ». L'actuel chancelier, sous ses apparences placides, cache des idées dignes de Madame Thatcher. La Grande Coalition n'a été pour elle qu'un pis-aller : il s'agissait d'occuper les plus hautes fonctions dans l'espoir que la CDU sortirait renforcée, malgré tout, d'une Grande Coalition et qu'un jour Madame Merkel elle-même aurait les mains libres pour mener la politique qui a sa préférence. Jürgen Rüttgers met donc en question l'autorité du chancelier. Il le fait à un moment où les sondages (voir-ci-dessous) sont désespérément médiocres pour la CDU, qui n'arrive pas à profiter de la Grande Coalition plus que son partenaire social-démocrate. La question qui se pose est cependant de savoir si l'analyse de Monsieur Rüttgers fait du sens, au-delà du diagnostic sur le mauvais état électoral de son propre parti. Ce qu'a voulu Ludwig Erhard était beaucoup plus proche du thatchérisme que de ce qu'on s'imagine habituellement sous le vocable « économie sociale de marché ». Cette dernière, sous sa forme actuelle, est le produit de deux grandes vagues de « politique keynésienne » en RFA : celle des années 1970 sous Willy Brandt et la politique de réunification à laquelle a présidé Helmut Kohl. Le principal problème auquel sont confrontés les héritiers de cette politique est la perte de substance du « modèle allemand ». Quasiment plus personne ne croit, en Allemagne, au modèle libéral d'Erhard ni au modèle social-démocrate de Brandt, qui étaient tous les deux pensés dans un cadre national. Les défenseurs de l'Etat-providence se contentent en général de brandir des intérêts catégoriels tandis que les partisans d'une économie libérale proposent de réduire les impôts et les charges sociales sans expliquer aux Allemands où ils vont transférer le niveau de la protection dans une économie mondiale caractérisée par de profondes asymétries. La société al-

lemande refuse les réformes – elle l'a signifié à Madame Merkel lors de la campagne électorale – parce qu'elle ne voit pas ce qui lui resterait comme garantie si elle se retrouvait sans « protection sociale » dans un monde où 75 % de l'épargne s'investit aux Etats-Unis (le privilège conféré par l'étalon-dollar) et où un ouvrier chinois est payé trente fois moins qu'un ouvrier allemand. Le résultat de ce blocage, qui n'est pas propre à l'Allemagne mais à tout le noyau historique de l'Union européenne, c'est que l'Allemagne est atteinte par un chômage massif, essentiellement lié, pour l'instant à la destruction de l'emploi industriel, que l'endettement public ne cesse d'augmenter et que les deux grands partis historiques de la République Fédérale ne cessent de perdre des voix, à chaque élection.

Pour l'instant, la Grande Coalition semble être la conjonction de deux faiblesses. Le SPD sera sans aucun doute, dans les prochains mois, agité par la question de savoir s'il perd son âme en gouvernant avec la CDU. Pourtant, un gouvernement commun des deux grands partis pourrait avoir une autre signification. Il pourrait être une alliance des forces politiques respectives pour, à la fois, convaincre les entrepreneurs de revenir investir en Allemagne et les Allemands de procéder à une réorientation des investissements publics. L'avenir économique de l'Allemagne et de l'Union européenne passe à la fois par l'encouragement aux forces créatrices des économies – cela passe par la réduction des prélèvements obligatoires – et par le retour à des mécanismes de protection externe, en particulier commerciale, pour protéger nos sociétés des asymétries de la mondialisation. Tel pourrait être le programme d'une Grande Coalition aussi efficace que celle des années 1966-1969.

Edouard Husson

L'Allemagne dans la mondialisation

BONNE SANTÉ DES ENTREPRISES ALLEMANDES

Des bénéfiques records se chiffrant en milliards confortent la position des entreprises allemandes en vue de leur expansion globale : ce sont les conclusions auxquelles aboutissent des analyses et bilans de sociétés publiés ces derniers jours. En Europe tout particulièrement, on peut s'attendre dans les 18 prochains mois à de nombreuses reprises d'en-

treprise étrangères par des concurrents allemands, selon les rapports des experts. L'expansion économique allemande est soutenue par de nouvelles exemptions d'imposition, elle-même accompagnée par un accroissement de la pression financière pesant sur les ménages de près de 40 milliards d'euros. L'augmentation des salaires, qui, comparativement aux autres pays de l'UE, a été plus réduite, aide à la capitalisation des projets de reprise à l'échelle mondiale. Les mesures portent leurs fruits : les

entreprises allemandes ont pu porter leur part de marché globale dans la zone Euro à près d'un quart, au court des dix dernières années, ce qui, comparé au concurrent français, représente presque un doublement. L'économie italienne est dépassée de près de deux fois et demie.

Suivant les prévisions actuelles, les entreprises allemandes sont devant leur troisième année de bénéfices records consécutive. Déjà au cours de l'année fiscale 2005, plus de 130 sociétés de l'industrie, de commerce et de prestation de service ont augmenté leur valorisation sur les quatre marchés boursiers dominant allemands de près de 20 pourcent, et les chiffres d'affaires, en augmentation de près de 5,8 %, progressent également très significativement. Pour cette année, les experts sont à nouveau optimistes. Le spécialiste de données financières Facset-JCF s'attend à ce que les groupes cotés au sein de l'indice boursier DAX - le plus important d'Allemagne - augmentent leurs marges nettes de près de 12,6 pourcent. Pour les entreprises cotées sur le marché du M-DAX (petites et moyennes entreprises), les analystes s'attendent jusqu'à des hausses des bénéfices de 34 pourcent. 2007 pourrait voir une croissance plus forte encore des groupes du DAX, suivant Facset : les experts s'attendent à une augmentation des bénéfices de 13 pourcent. « Les prévisions sont stables, avec une tendance ascendante » peut-on y lire.

Les rapports trimestriels et mi-annuels valident les prévisions. Des taux de croissance supérieurs à la moyenne sont en particulier l'apanage des groupes financiers Deutsche Bank (Bénéfice avant impôts en augmentation de 32 pourcent par rapport au deuxième trimestre 2005, et atteignant 1,9 milliard d'Euros), ainsi que le groupe Allianz (Accroissement des bénéfices de 64 pourcent, avec un résultat net de 2,3 milliards d'Euros). La bourse allemande a également enregistré entre avril et juin pour la deuxième fois consécutive un trimestre record (marge opérationnelle : 291,4 millions d'Euros, croissance de 67 pourcent). Le réassureur Münchener Rück a vu son excédent passer à 2,2 milliards d'Euros entre janvier et juin 2006 - près du double de l'année passée. Le constructeur automobile BMW a amélioré ses bénéfices avant impôts de près de 44,5 pourcent à 2,5 milliards d'Euros. Le plus grand groupe chimique mondial, BASF, a augmenté son résultat d'exploitation hors produits exceptionnels de 17 pourcent à près de 3,8 milliards d'Euros, les bénéfices retirés du prestataire de services médicaux Fresenius Medical Care ont augmenté, suivant les annonces faites par rapport aux résultats de l'année passée, de près de 29 pourcent, atteignant près de 2,2 milliards de dollars US.

Les bénéfices extrêmement élevés des entreprises

allemandes ont un net impact sur les sommes collectées via l'impôt. Suivant les dernières données du ministère fédéral des finances, les trésoreries publiques vont collecter des montants pour les impôts professionnels et sur le bénéfice des sociétés jamais atteintes. Les experts s'attendent à ce que jusqu'à la fin de l'année, 53 à 56 milliards d'Euros échoient au fisc, soit plus que du temps du boom de la nouvelle économie : en 1999 et 2000 les entreprises ont payé au titre de ces mêmes impôts près de 50 milliards à l'État allemand. Pour qu'une partie de ces moyens soit à la disposition de l'expansion économique mondiale, le gouvernement fédéral veut exonérer les entreprises de près de cinq milliards d'euros d'impôts, par le biais d'une réforme de l'imposition - les ménages vont, quant à eux, selon une analyse de la Commerzbank, devoir supporter près de 40 milliards de charges supplémentaires. Déjà actuellement, les employés des sociétés allemandes contribuent fortement à la puissance des entreprises du pays par le biais de refus d'augmentation de salaires : pendant que les entreprises de tous les autres pays de l'UE ont vu leur dépenses en salaires et frais annexes augmenter de près de 2,8 pourcent par rapport à 2005, l'institut WSI, proche du milieu syndical, pronostique pour l'Allemagne une augmentation des coûts salariaux de seulement 0,8 pourcent. Par l'augmentation modérée de ces coûts comparativement à ceux de l'étranger, les entreprises d'ici gagneraient des parts de marchés à l'exportation, peut-on y apprendre, et par là, améliorerait la position allemande sur les marchés mondiaux.

A l'aulne des records de bénéfices obtenus, les grandes entreprises allemandes sont de plus en plus sujettes à la « fièvre acheteuse ». Si le volume des transactions au cours de la première moitié d'année 2006 est supérieur de près de 46 pourcent à celui de la même période de l'an passé, le marché des fusions et acquisitions (Mergers and Acquisitions, M. and A) a explosé : le volume des achats d'entreprises a dépassé le niveau de l'année précédent de près de 120 pourcent. La vague des rachats et des fusions va se maintenir également au cours de la deuxième moitié de l'année, suivant les experts du cabinet comptable et d'audit KPMG dans une nouvelle étude : « l'année M. and A 2006 va vraisemblablement battre tous les records ».

Les entreprises allemandes y apparaissent comme des « chasseurs d'entreprises ». Suivant les calculs de la banque suisse UBS, le volume des entreprises reprises par des groupes allemands dépasse pour la première fois depuis 1998 le volume des entreprises allemandes rachetées. « De gibier, les entreprises allemandes sont devenues des chasseurs », explique un spécialiste des fusions et acquisitions

de UBS. Le chef de la division banque d'affaire de UBS s'attend en outre à ce que cette évolution se poursuive au cours des années à venir. En Europe, on s'attend à ce que dans les 18 prochains mois, un grand nombre de transactions ait lieu, pour une valeur de plus de 30 milliards d'Euros. Pour beaucoup de ces reprises, des entreprises allemandes joueraient le rôle d'acheteur. Le gros des opérations devrait s'effectuer dans le secteur de l'énergie et des industries classiques. Suivant UBS, les entreprises étrangères annoncent depuis le début de l'année des reprises pour près de 20.4 milliards de dollars - à l'inverse, les entreprises allemandes préparent des reprises internationales pour un montant de près de 103,5 milliards de dollars. De plus, ces activités d'expansion de l'économie allemande ne deviennent non seulement plus volumineuses, mais également plus agressives : les grands groupes allemands ne répugnent plus à des opérations hostiles. Suivant les indications de l'UBS, près de 65 pourcent des offres d'achat faites ont été hostiles, ou du moins non sollicitées, et comprennent entre autre l'offre d'achat de Eon sur l'espagnol Endesa, ou encore l'offre de Deutsche Börse sur Euronext.

La position dominante de l'Allemagne dans l'UE va, dans le futur, se conforter aux dépens des autres pays membres. Suivant les indications de l'institut d'étude de la conjoncture OFCE, les produits allemands ont pu augmenter leur part globale de marché au sein de la zone Euro depuis 1995 de 25.3 à 27 pourcent. Dans le même temps, la part de marché de l'Italie a reculé de 13 à 10.6 pourcent, et la part de la France de 17.2 à 14.5 pourcent.

Source : german-foreign-policy, 09.08.2006

OPACITÉ DES STRUCTURES DE DÉCISION DANS LE CAPITALISME ALLEMAND ?

Au début des années 2000, on parlait d'une révolution dans le capitalisme allemand. Les structures héritées du XIX^e siècle allaient céder la place à un capitalisme à l'anglo-saxonne, contrôlé par les actionnaires. Quelques années plus tard, il ne reste pas grand-chose de ces affirmations. Une étude récente de la Deutsche Schutzvereinigung für Wertpapierbesitz (DSW) montre qu'une petite poignée d'hommes contrôle le fonctionnement des plus grandes entreprises allemandes. Manfred Schneider, 67 ans, ancien président du directoire de Bayer, siège dans sept conseils de surveillance d'entreprises du DAX (Allianz, Bayer, Daimler-Chrysler, Linde, Metro, RWE, TUI) ; il est suivi par Gerhard Cromme, 63 ans, ancien président du directoire de Thyssen-Krupp, qui siège aux conseils de surveillance de cinq entreprises du DAX (outre Thyssen, Allianz,

Siemens, Eon, Lufthansa) ; et Ulrich Hartmann, 68 ans, qui a présidé aux destinées du groupe Eon et qui siège lui aussi dans cinq conseils de surveillance majeurs (Deutsche Bank, Eon, Lufthansa, Henkel, Münchner Rück). Les trois hommes ont construit leur actuelle position en passant directement de la présidence du directoire à celle du conseil de surveillance de leur propre entreprise. Cette pratique a été souvent critiquée, puisqu'elle peut conduire à empêcher qu'un successeur mette en cause la gestion de son prédécesseur. Cela n'empêche pas qu'elle soit encore communément acceptée : Martin Kohlhaussen, Jürgen Weber, Hennig Schulte-Noelle, Heinrich von Pierer et Hubertus von Grünberg, qui suivent immédiatement dans le classement effectué par la DSW ont effectué le même changement de fauteuil, respectivement chez la Commerzbank, Lufthansa, Allianz, Siemens et Continental. Les dix premiers hommes qui figurent sur la liste de la DSW ont des mandats dans 22 sociétés du DAX. Dans huit entreprises du DAX on trouve trois de ces dix personnes qui siègent ensemble.

Source : « Die führenden Aufsichtsräte Deutschlands » sur www.dsw-info.de

House of Finance

Pour réagir à sa probable perte d'influence si elle est exclue de fusions transatlantiques entre places boursières, la communauté financière de la ville de Francfort est en train de constituer un centre universitaire intitulé *House of Finance*, qui vise à devenir une référence mondiale. A cette nouvelle institution d'enseignement et de recherche devraient être rattachées une quinzaine de chaires d'économie et de finance. La House of Finance se verra rattacher aussi le Center for Financial Studies déjà existant, l'« Institute for Law and Finance », où enseignent cinq professeurs de droit, la « Goethe Business School » récemment créée et financée par des fonds privés et un « E-Finance Lab ». Les grandes banques qui ont leur siège à Francfort, la Bundesbank et la BCE. Le ministre des Finances et le président de la Bundesbank siègent au conseil d'administration. Il reste à voir comment ce nouveau centre s'articulera avec une institution privée, la HfB-Business School of Finance and Management, dont le conseil de surveillance est présidé par Klaus-Peter Müller, qui dirige actuellement la Commerzbank ainsi que la Fédération des Banques (Bankenverband) allemandes

Source : *Franfurter Allgemeine Zeitung* 17.8.2006

Le gouvernement allemand se trompe de politique commerciale

Le gouvernement fédéral allemand entend lancer une nouvelle offensive pour l'ouverture de l'économie internationale (voir la *Süddeutsche Zeitung* du 14 août 2006). Les marchés extérieurs devraient être rendus plus largement accessibles aux entreprises de l'Union européenne. Par exemple, selon la position officielle que l'on est en train d'élaborer à Berlin, il faut trouver les moyens de contraindre les Etats-Unis à confier des contrats publics à des entreprises de l'Union européenne comme leurs entreprises (ou celles du Canada) en ont la possibilité au sein de l'Union. Il s'agirait aussi d'empêcher un pays comme la Chine de forcer les investisseurs étrangers à entrer dans des joint ventures où elles doivent livrer une partie de leur technologie. Le gouvernement allemand réclame une position commune de tous les membres de l'Union européenne en matière commerciale. Le mot d'ordre général est plus d'ouverture, partout.

Est-ce la bonne approche? Les Etats-Unis et la Chine sont des zones économiques de taille comparable à l'Union européenne. L'avenir est-il dans l'ouverture forcée de ces différentes zones les unes aux autres ou dans l'établissement d'un équilibre entre production régionale et commerce international? Que vaut-il mieux pour les Etats-Unis: ouvrir plus leur marché aux entreprises européennes ou chinoises ou bien réindustrialiser le pays? Que vaut-il mieux: se préoccuper d'abord de qui fabriquera, en Chine, des produits à l'exportation ou bien se préoccuper de vendre aux Chinois eux-mêmes?

N'ayons pas peur de dire que la position actuellement défendue par le gouvernement allemand est un contresens économique. L'important pour les entreprises allemandes n'est pas que l'on se préoccupe de leur ouvrir les marchés américains ou chinois mais de relancer la croissance sur le continent européen. Car, contrairement à la vulgate, la République Fédérale continue à exporter pour les trois quarts vers l'ensemble de l'Europe et à importer pour plus des deux tiers de ce même continent.

Regardons d'abord la répartition des exportations par pays ou par grandes zones. La zone euro permet à l'Allemagne de réaliser environ 43 % du produit de ses exportations; l'Union Européenne 62 % et l'Europe 75 %! La Grande-Bretagne représente

environ 7 % du produit des exportations allemandes, performance située entre les USA (9 %) et le Japon (5 %). Pour l'instant, la Chine absorbe autant d'exportations allemandes que la Pologne et quatre fois moins environ que la France. La France reste le premier partenaire de la RFA, absorbant 10 % des exportations allemandes.

La situation est identique pour les importations. L'Allemagne se fournit pour 40 % dans la zone euro; pour 58 % dans l'Union européenne et 70 % sur l'ensemble du continent européen. Onzième pays importateur de produits « made in Germany », la Chine est le quatrième fournisseur de l'Allemagne, quasiment à égalité avec les Etats-Unis (respectivement 6,3 et 6,5 % des importations allemandes). La France et les Pays-Bas fournissent chacun presque 9 % des exportations allemandes.

Malgré une croissance relativement faible, ces dernières années, par rapport au reste du monde, la zone euro représente donc, à elle seule, 40 % du commerce extérieur allemand. Le Marché Commun des Pères fondateurs continue à absorber 29 % des exportations allemandes et à fournir 29 % des importations allemandes! A l'inverse, la Chine, ne fournit pour l'instant que 6,3 % des importations allemandes et n'absorbe que 2,5 % des exportations de la République Fédérale. Combien de temps faudrait-il pour faire de la Chine un partenaire commercial aussi intéressant pour l'Allemagne que la « vieille Europe »? Ajoutons que bien évidemment la substitution d'un pays comme la Chine aux grands partenaires commerciaux actuels de l'Allemagne, qui se trouvent en Europe, signifierait la destruction de l'environnement économique historique de l'Allemagne. Devant la faiblesse de la croissance de ses principaux partenaires et la stagnation en Allemagne même, les organisations patronales allemandes misent sur la conquête de nouveaux marchés à l'exportation: Europe de l'Est, Chine, Inde, Amérique latine, Asie centrale, Moyen-Orient. Elles militent pour la poursuite de l'instauration d'un libre-échange absolu, sont disposées à sacrifier l'agriculture européenne en échange de l'accès libre au marché industriel et des services dans les pays en développement. Sauf en ce qui concerne l'Europe de l'Est, il s'agit d'un mauvais calcul. Les pays en développement n'améliorent qu'à la marge les chiffres des exportations allemandes. La

Chine ou l'Inde sont des marchés problématiques car ils sont plus intéressés par la délocalisation des emplois européens à leur profit que par l'augmentation des importations qu'ils effectueraient en provenance de l'Europe : les gains qu'ils procurent à l'Allemagne sont provisoires (comparés à la dynamique de croissance de la Communauté puis de l'Union européenne sur cinq décennies) puisque ces pays ont vocation à s'insérer dans des zones commerciales régionales asiatiques. Un jour, les transferts de technologie leur permettront de se passer d'importer leurs machines-outils ou leurs voitures d'Allemagne.

Si l'on ajoute la prise en compte des incertitudes qui pèsent sur l'avenir de la consommation aux Etats-Unis (pays dont la RFA est devenue beaucoup plus dépendante dans les années 1990), il serait beaucoup plus utile à l'Allemagne de réfléchir aux moyens de relancer la croissance chez elle et chez ses principaux partenaires commerciaux.

Edouard Husson

Vu d'Allemagne

SONDAGES

Selon la Forschungsgruppe Wahlen de Mannheim, Angela Merkel n'est plus la personnalité politique la plus appréciée des Allemands. Elle est désormais dépassée par le ministre des Affaires étrangères SPD Frank-Walter Steinmeier. C'est certainement la crise du Liban qui pousse au premier plan l'ancien conseiller de Gerhard Schröder pour les Affaires étrangères mais cela confirme aussi une érosion de l'image du chancelier. L'état de grâce est fini, malgré la progression de l'optimisme, en matière économique, chez les sondés. Si une élection au Bundestag avait lieu dimanche, la CDU/CSU obtiendrait 36 % des voix et le SPD 30 %. Autant dire que le rapport des forces a très peu changé depuis l'élection de l'automne 2005, où les deux partis avaient obtenu environ un tiers des suffrages exprimés.

Selon les *Wirtschaftsjunioren*, une association d'entrepreneurs et de dirigeants de moins de 40 ans, un sondage effectué en mai 2006 révèle que les Allemands reprennent confiance dans l'avenir économique du pays. 68 % considèrent que leur emploi est assuré. 50 % des Allemands s'attendent à ce que la conjoncture s'améliore (contre 21 % il y a un an). 60 % sont prêts à travailler plus pour garantir leur emploi (contre 49 % il y a un an). 56 % des sondés demandent une réduction de l'intervention de l'Etat dans la vie économique. Enfin, ce qui n'est pas moins important, 57 % des Allemands considèrent que le commerce international, sous sa forme actuelle, handicape leur pays.

Sources : *Süddeutsche Zeitung*, 11.08.2006 ; *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 18.08.2006

UNE NOUVELLE VAGUE DE LICENCIEMENTS ?

On se réjouit, ces semaines-ci, en Allemagne, d'un léger recul du chômage. La croissance pourrait atteindre cette année 2,1 % : grâce aux 0,9 % obtenus au deuxième trimestre. Ce sont les investissements dans le bâtiment et l'équipement qui ont augmenté. 185 000 emplois ont été créés. Mais le secteur du conseil aux entreprises observe déjà la préparation d'une nouvelle vague de licenciements : jusqu'à 15 % des emplois liés à la gestion des entreprises pourraient, selon l'entreprise de conseil Ingenics, être supprimées dans les prochaines années. Selon une autre entreprise de conseil, AT Kearney, dans le secteur industriel, jusqu'à 80 % des tâches de gestion pourraient donner lieu à des suppressions d'emploi, soit du fait des progrès de l'informatique soit par délocalisation des emplois vers l'étranger. Même si seulement une partie du pronostic est vérifiée, cela veut dire que le discours lénifiant qui avait consisté à faire croire que, dans les entreprises elles-mêmes, les emplois de bureau allaient se substituer à ceux qui étaient supprimés dans la production, ne tenait pas la route. La société des services n'est pas l'avenir d'une société en voie de désindustrialisation. Une légère diminution du nombre d'emplois est déjà observable non seulement dans les entreprises du secteur industriel mais aussi dans le secteur de l'assurance. Selon une autre étude, réalisée par l'entreprise d'assurances AMB, un quart des emplois du secteur pourraient être supprimés dans les prochaines années. L'entreprise de conseil au secteur bancaire ZEB estime que jusqu'à 20 % des emplois vont disparaître dans ce secteur.

Source : *Süddeutsche Zeitung*, 21.8.2006

LES PHARMACIENS ALLEMANDS REFUSENT LES RÈGLES EUROPÉENNES

L'association fédérale des pharmaciens allemands

et la chambre des pharmaciens de Sarre ont perdu la première étape d'une action en justice contre le grossiste néerlandais Doc Morris. Josef Hecken, ministre (CDU) de la santé de Sarre avait autorisé l'entreprise hollandaise à implanter une filiale à Sarrebruck, pour vendre des médicaments. Un tribunal sarrois a débouté les plaignants. Pourtant, selon la loi allemande, une pharmacie ne peut pas être une société anonyme et son propriétaire doit gérer directement la vente des médicaments et il n'est pas permis de posséder plus de trois pharmacies. Seuls les médicaments qui peuvent être vendus sans ordonnance sont soumis aux lois du marché. Les prix des médicaments vendus sur ordonnance sont strictement réglés : pour 60 à 70 % des médicaments, la marge de manœuvre commerciale du pharmacien ne peut excéder 3 % du prix de vente du fabricant au-dessus d'une somme de 8,10 euros par paquet, dont 2 seront automatiquement reversés à une caisse d'assurance-maladie publique.

Doc Morris invoque la liberté d'installation des entreprises au sein de l'Union européenne. Fin juin, la commission européenne a décidé d'intensifier les pressions sur trois pays, l'Espagne, l'Italie et l'Autriche, accusées d'aller contre les règles du grand marché européen, dans le secteur de la pharmacie. Le ministre de la santé sarrois espère, sans le dire publiquement, que la polémique née en Allemagne remontera jusqu'à la Cour européenne de justice et déverrouillera le secteur. Selon lui, la libre concurrence permettra de réduire les contributions aux caisses d'assurance-maladie. La principale caisse d'assurance-maladie (AOK) et les associations de défense des consommateurs ont pris parti contre les représentants des pharmaciens.

Sources : *Süddeutsche Zeitung*, 9. et 10.8.2006 ; *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11.8.2006

65 MILLIARDS DE BÉNÉFICES TRANSFÉRÉS À L'ÉTRANGER

Une étude à la disposition du gouvernement allemand montre que 65 milliards de bénéfices ont été transférés par les entreprises allemandes à l'étranger et échappent ainsi à l'imposition en Allemagne. Il y est mentionné qu'une grande entreprise allemande, qui n'est pas nommée dans le rapport, a réussi à ne payer que 0,2 % de la somme totale des impôts qu'elle a acquittés à l'Etat fédéral allemand.

Source : « Wachstumsorientierte Unternehmenssteuerreform für Deutschland », www.bundesfinanzministerium.de

LE PRIX DU GAZ AUGMENTE

Eon, plus gros fournisseur en gaz des foyers allemands (800 000) augmentera ses prix de 10 % en octobre. Le prix du gaz et celui de l'électricité en Allemagne est déjà le plus élevé d'Europe, après les Pays-Bas. Dès l'année dernière, le prix du chauffage au gaz a augmenté de 12 à 18 % pour les ménages. Eon affiche, pour l'année 2005 des bénéfices records, 7,4 milliards d'euros, qui devraient être dépassés cette année. L'entreprise est toujours décidée, malgré les obstacles mis par le gouvernement espagnol, à racheter l'entreprise Endesa. Malgré l'échec du rachat de Scottish Power, l'année dernière, Eon continue à vouloir s'implanter aussi en Grande-Bretagne.

Source : *Süddeutsche Zeitung*, 12, 16 et 17.8.2006

LES ALLEMANDS DOIVENT À L'AVENIR RENONCER À PRENDRE DES VACANCES

C'est ainsi que Hörzu rapporte les propos tenu par le ministre allemand des Finances, Peer Steinbrück, qui affirme que c'est inévitable pour un pays vieillissant : il faudra renoncer à un voyage touristique pour se payer un séjour à l'hôpital... Le ministre allemand des Finances s'est attiré les sarcasmes du prix Nobel allemand d'économie, Reinhard Selten, qui, en marge d'une réunion de Prix Nobel d'économie à Lindau, s'est permis, dans une interview à l'agence de presse allemande dpa, de rappeler au ministre que l'homo oeconomicus n'existait que dans les manuels d'économie. Les dépenses de santé ont augmenté de 30 % environ entre 1995 et 2005, passant de 186 à 234 milliards d'euros par an.

Source : *Süddeutsche Zeitung*, 17.8. et 21.8.2006

D'UN CONFLIT SOCIAL À L'AUTRE

Après un conflit de plusieurs semaines (il avait commencé le 26 juin), un accord a été trouvé entre l'organisation qui représente les employeurs communaux (VKA) et le syndicat de médecins Marburger Bund (MB). 700 hôpitaux communaux et 70 000 médecins sont concernés. Les salaires augmenteront entre 3 et 4 %. Désormais, un *Assistenzarzt* gagnera entre 3240 et 4200 euros mensuels ; un spécialiste entre 4450 et 5600 euros. Un *Oberarzt* (chef de clinique) commencera 5650 euros et un *leitender Oberarzt* à 6500 euros. L'accord est considéré par le syndicat comme plus favorable que celui obtenu dans la fonction publique début août. Le syndicat a obtenu aussi une augmentation de la rétribution des gardes. Le feu des conflits sociaux continue ce-

pendant à couvrir : les négociations salariales sont interrompues à la Deutsche Bahn. Si aucun accord n'est trouvé d'ici la fin septembre, des mouvements de grève sont possibles. On avance le nom de l'ancien chancelier Gerhard Schröder comme médiateur. Suivant l'accord tarifaire qui avait été signé en février 2005, 130 000 des 230 000 emplois de la Deutsche Bahn sont garantis jusqu'en 2010. Mais les représentants des syndicats jugent que cet accord est remis en question par l'introduction en bourse, projetée, de la société des chemins de fers allemands, qui aurait pour conséquence une scission des activités de l'entreprise. Les syndicats ont justifié l'appel fait à Gerhard Schröder par le veto qu'il avait mis, comme chancelier, à la réduction des investissements dans le réseau régional. La direction de l'entreprise pense aussi recruter un médiateur de renom, l'ancien ministre-président de Saxe, Kurt Biedenkopf.

Sources : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21. et 23.8. 2006, *Süddeutsche Zeitung*, 23.08.06

PORSCHE ESSAIE D'OBTENIR UNE MODIFICATION DES LOIS QUI ENCADRENT L'ACTIONNARIAT DE VOLKSWAGEN.

Selon la législation actuelle, lors des assemblées générales des actionnaires de Volkswagen, aucun actionnaire ne peut peser plus de 20 % des voix, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Cette règle permet au Land de Basse-Saxe, qui possède 20,75 % des actions de l'entreprise, de s'assurer ainsi un rôle important parmi les actionnaires. C'est précisément cette situation que met en cause Wendelin Wiedeking, le président du directoire de Porsche, qui vient d'augmenter considérablement sa participation dans Volkswagen : à présent propriétaire de 21,2 % des actions de VW, Porsche pourrait prochainement en posséder le quart. Wiedeking a fait savoir qu'il était prêt à plaider sa cause jusque devant la Cour de justice européenne. La Commission européenne fait, depuis des années, pression sur le gouvernement fédéral allemand et le Land de Basse-Saxe pour que la législation concernant Volkswagen soit modifiée. Les enjeux sociaux de la controverse sont considérables : ainsi les fermetures de sites de fabrication ne peuvent-elles être entérinées en assemblée générale qu'après avoir rassemblé quatre cinquièmes des suffrages. Toutes ces dispositions avaient été élaborées lors de la privatisation de l'entreprise, en 1960, dans le but de conserver à la Basse-Saxe un droit de veto effectif sur la marche de l'entreprise et la présence, sur le territoire du Land, de cinq sites de fabrication.

Source : *Handelsblatt*, 3.8.2006

ALLEMAGNE info

Une publication mensuelle de la *Fondation Res publica*
(fondation reconnue d'utilité publique,
décret du 30 décembre 2005)

52 rue de Bourgogne, 75007 Paris, tél : 01 45 50 22 09
en coopération avec *Redaktion Informationen zur Deutschen
Außenpolitik* (www.german-foreign-policy.com)

Rédaction : Edouard Husson, Assisté de Fanny Chassain
Prix au numéro : 30 €

Abonnement : 3 mois = 90 € ;
6 mois = 150 € ;
1 an = 300 € ;
2 ans = 500 €